



**Syndicat SUD ENERGIE**  
**ENGIE Home Services**

✉ : sudengie@gmail.com

☎ : 06.63.79.79.66

**Solidaires, Unitaires et Démocratiques**

## **POUVOIR D'ACHAT**

### **TOUS DANS LA RUE LE 05 OCTOBRE 2021**

Après une hausse historique de 57% depuis janvier 2021 et une nouvelle augmentation de 12,6% à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021, **la facture de gaz explose.**

L'ouverture à la concurrence d'Engie (anciennement Gaz de France) en est la cause, depuis l'ouverture à la concurrence, le prix du gaz ne cesse d'augmenter en flèche, pour une **augmentation globale de près... de 80% !**

Sud Énergie dénonce cette privatisation de l'énergie, **renationaliser ENGIE** permettrait de lutter contre la **course effrénée au profit des actionnaires**, serait source d'amélioration des conditions de travail et de stabilisation du prix du gaz.

Les travailleurs n'ont pas à revoir à la baisse leur qualité de vie pour **gaver des actionnaires** sous prétexte d'une évolution du marché mondial des matières premières.

Aujourd'hui, **25 000 salariés du Groupe ENGIE** bénéficient d'un tarif préférentiel pour l'énergie. Ces salariés ne paient que 10% de leur facture de gaz et d'électricité.

Et nous, salariés d'ENGIE HOME SERVICES, filiale à 100% d'ENGIE, nous n'avons droit à aucune remise ! **Rien ! Nada ! Que dalle !!! C'est un véritable scandale !!!**

**Sud Énergie revendique que les salariés d'Engie Home Service puissent bénéficier d'un tarif préférentiel sur les offres d'électricité et de gaz commercialisées par Engie.**

Depuis le début de l'année, l'électricité, l'essence et l'alimentation ont également augmenté au point que **le taux d'inflation avait déjà atteint 2,2% au mois d'août 2021.** Conséquence de ce taux d'inflation, le Salaire Minimum de Croissance (SMIC) est revalorisé automatiquement de 2,2% à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021.

**Sud Énergie exige une revalorisation immédiate de 2,2% des salaires de l'ensemble du personnel d'Engie Home Services afin de garantir leur pouvoir d'achat.**

Cette revalorisation doit avoir lieu immédiatement, indépendamment de la négociation annuelle sur les salaires qui doit se conclure en janvier 2022.

**Sud Énergie invite l'ensemble des organisations syndicales de l'entreprise à s'unir afin d'engager la lutte nécessaire pour la satisfaction de ces légitimes revendications.**

**LUTTONS ENSEMBLE POUR GAGNER !**

**"Les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, ainsi que les organisations de jeunesse FIDL, MNL, UNEF et UNL, appellent l'ensemble des français à se mobiliser à l'occasion d'une journée de manifestations et de grève générale et nationale le mardi 5 octobre 2021 pour « l'augmentation des salaires, l'abandon des réforme des retraites et de l'assurance chômage, les conditions de travail"**

**Sud Énergie EHS appel les salariés d'Engie Home Services à participer aux manifestations organisés a cette occasion. Ce n'est que le début de la lutte !**



Le 5 octobre, mobilisé-es pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études !

Les organisations syndicales CGT- FO - FSU - Solidaires - FIDL - MNL - UNEF - UNL réunies le 30 août appellent à la mobilisation de l'ensemble des travailleur-ses du

secteur privé et public, et la jeunesse, le mardi 5 octobre 2021.

Elles rappellent qu'elles ont mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Elles ont, à cette occasion, formulé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire.

Elles s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié-es et des jeunes. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salarié-es.

En cette rentrée, l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail. La précarité est en forte hausse, et malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste d'actualité. Le retour de la réforme des retraites que nous avons combattue et empêchée revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites. Le chômage partiel a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.

Trop de salarié.es, notamment les travailleurs-ses particulièrement exposé-es et dits de « 2ème ligne », maintenu.e.s à de bas salaires ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration.

Les agent.e.s de la fonction publique attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nos organisations réclament le rétablissement.

C'est pourquoi elles exigent :

- L'augmentation des salaires,
- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
- l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Les organisations CGT- FO - FSU - Solidaires - FIDL - MNL - UNEF - UNL affirment l'urgence d'augmenter le SMIC et les grilles de classifications, le point d'indice de la Fonction Publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Elles appellent les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraité.es à se mobiliser, le 5 octobre, par la grève et les manifestations, pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale. D'ores et déjà, elles décident de se revoir à l'issue de cette mobilisation.

Montreuil, le 30 août 2021